



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

Drire Franche-Comté  
Subdivision de Haute-Saône 1  
-----

ARRETE DRIRE/I/2004 n° 833

en date du 1 AVR. 2005

mettant en demeure la Société ESAC EUROCOOLER de  
satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1009  
du 27 mars 2000 pour l'installation qu'elle exploite sur le  
territoire de la commune de CORBENAY.

-----

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du code de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, pris en application du code précité ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1009 du 27 mars 2000 autorisant la SA ESAC à exploiter une chaudronnerie sur le territoire de la commune de CORBENAY et notamment ses articles 20.2 et 22.2 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées relatant le non respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

VU l'avis et les propositions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté en date du 25 FEV. 2005

CONSIDERANT que l'exploitation des installations est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe, pour éviter le renouvellement des faits et la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

La Société ESAC EUROCOOLER, ayant son siège social à 70800 ST-LOUP SUR SEMOUSE, est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORBENAY, de satisfaire aux prescriptions des articles 20.2 et 22.2 de l'arrêté préfectoral n° 1009 du 27 mars 2000

en prenant les dispositions qui suivent :

▸ **Sous un délai d'un mois :**

- établir un bilan matière précis en solvant conformément à l'article 22.2 ;
- faire réaliser par un organisme spécialisé une campagne de mesures sur l'ensemble des rejets canalisés qui devra déterminer les concentrations et le flux en COV conformément à l'article 22.2.

### ARTICLE 2 :

Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1<sup>er</sup>, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

### ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au directeur général de la société ESAC EUROCOOLER. Une copie sera déposée en mairie et en préfecture pour consultation par les tiers.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

### ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet de LURE, le maire de la commune de CORBENAY, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le - 1 AVR. 2005

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général. *gi*

  
Jacques DESTOUCHES